



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'IRLANDE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE

DE DUBLIN

N° 5 – Juin 2021

En bref

La conjoncture économique de l'Irlande s'améliore avec la levée des restrictions sanitaires. L'avancée de la vaccination, l'utilisation de l'épargne accumulée pendant la pandémie et l'amélioration de l'environnement économique au niveau mondial devraient soutenir une forte croissance au second semestre 2021 et en 2022. Mais la sortie de crise rappelle les défis structurels auxquels l'Irlande reste confrontée, au premier rang desquels la crise du logement, la transition environnementale et la vulnérabilité de ses finances publiques.

Zoom sur

D'après les comptes nationaux pour le premier trimestre 2021 publiés par le *Central Statistics Office* (CSO), l'équivalent irlandais de l'Insee, le PIB réel a augmenté de 7,8% par rapport au quatrième trimestre 2020 ou de 11,8% par rapport au premier trimestre 2020. Tirés essentiellement par la croissance des exportations d'une année sur l'autre (18%), majoritairement imputable à des contrats de sous-traitance (« *contract manufacturing* »), ces chiffres ne reflètent pas l'impact du confinement strict mis en place en début d'année sur l'économie locale. La demande intérieure modifiée, mesure alternative corrigée de l'activité des multinationales, a en effet enregistré une baisse de -5% sur une base annuelle, tandis que la consommation des ménages reculait de -12%. La situation sur le marché de l'emploi n'était guère plus favorable, avec un taux de chômage selon le Bureau International du Travail (BIT) à 7,3% au premier trimestre 2021 contre 4,7% au premier trimestre 2020.

LE CHIFFRE À RETENIR

11,1%

11,1% c'est le taux de croissance du PIB irlandais pour 2021, estimé par l'*Economic and Social Research Institute* (ESRI).

Macroéconomie

1 Prévisions de croissance

En 2021, les estimations de croissance varient du simple au triple, de 4,2% à 11,1%.

Tableau des prévisions de croissance*

Variation annuelle du PIB réel en %	2021	2022
Think-tank ESRI	11,1	6,9
FMI	4,6	4,9
Commission européenne	4,6	5
OCDE	4,2	5,1
Banque centrale	5,9	4,7
Ministère des finances	4,5	5
EY	5	4,6

* Les prévisions apparaissent par ordre chronologique (les premières étant les plus récentes).

Source : SE de Dublin

Dans ses dernières prévisions trimestrielles, l'*Economic and Social Research Institute* (ESRI) anticipe une nouvelle performance des exportations irlandaises cette année (13,3%), tandis que le rebond de l'économie domestique devrait se confirmer à mesure que la vaccination se déploie et que l'économie ré-ouvre avec la levée des restrictions sanitaires (7,5% pour la consommation des ménages et 5,8% pour l'investissement). Au total, le think tank irlandais estime désormais que la croissance économique pourrait atteindre 11,1% en 2021, soit un chiffre record dans l'histoire de ses projections macroéconomiques et plus du double de celui annoncé par le gouvernement dans son programme de stabilité présenté il y a deux mois. La situation sur le marché de l'emploi et l'exacerbation de la crise du logement sous l'effet de la pandémie viennent toutefois assombrir ce tableau.

2 Salaires

D'après les données fournies par le CSO, le salaire hebdomadaire moyen s'établit à 859,23€ au premier trimestre 2021, tous secteurs confondus, en Irlande. Cela représente une hausse de 8,4% par rapport au premier trimestre 2020. Le salaire horaire moyen suit la même tendance : il s'établit ainsi à 26,28€ au premier trimestre 2021, en augmentation de 8,8% d'une année sur l'autre. Il varie sensiblement selon les secteurs d'activité et s'élève, par exemple, à 37,4€ dans les technologies de l'information et de la communication contre 15,9€ dans l'hébergement et la restauration (*Figure 1*).

Figure 1 : Salaire horaire moyen par secteur économique



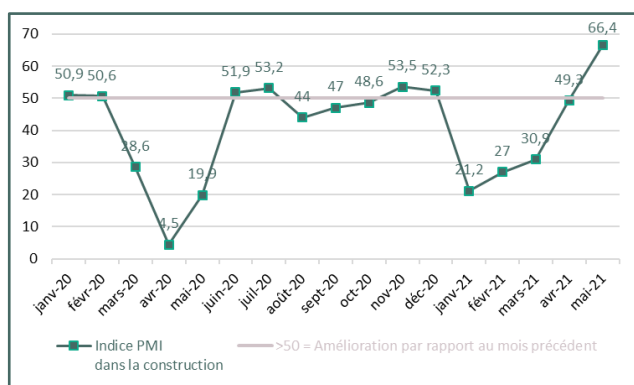
Source : CSO

Ces chiffres doivent toutefois être nuancés dans le contexte actuel puisqu'ils n'intègrent que les revenus des personnes ayant maintenu une activité professionnelle pendant la pandémie, y compris les bénéficiaires du dispositif de chômage partiel (« *Employment Wage Subsidy Scheme* » ou EWSS). À l'inverse, les revenus des personnes ayant perdu leur emploi et dépendant de l'allocation chômage spécifique (« *Pandemic Unemployment Payment* » ou PUP) ne sont pas compris dans les données statistiques. La composition du marché du travail apparaît dès lors très différente sous l'effet de la Covid-19 et de la fermeture de pans entiers de l'économie.

3 Logement

L'indice PMI dans la construction, calculé par Ulster Bank, rebondit de façon exceptionnelle en mai 2021 par rapport au mois précédent, suivant la levée progressive des restrictions sanitaires et la réouverture des chantiers du BTP qui l'accompagne (Figure 2). L'indice s'établit ainsi à l'un des niveaux les plus élevés jamais enregistrés depuis la création de la série en 2000 (+17,1 points à 66,4). Cependant, les entreprises du secteur demeurent confrontées à une pénurie inédite de matériaux qui pourrait aggraver les difficultés d'approvisionnement engendrées par le Brexit et faire grimper les coûts.

Figure 2 : Indice PMI dans le secteur de la construction

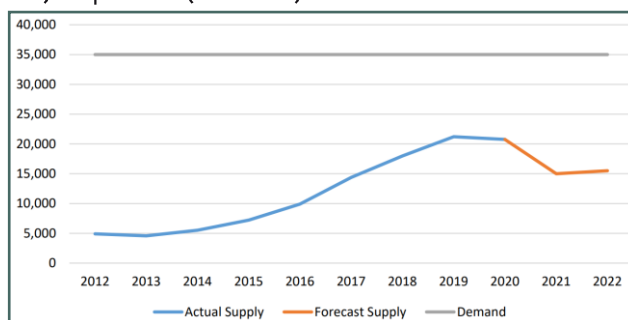


Source : SE de Dublin, à partir des données fournies par Ulster Bank

Malgré cette reprise rapide de l'activité dans le secteur de la construction, le logement soulève un grand nombre d'inquiétudes en Irlande. Dans un rapport publié ce mois-ci, l'ESRI appelle vivement le gouvernement à doubler le montant de ses investissements pour répondre à la pénurie de logements résidentiels et contenir la hausse des prix d'achat et des loyers. Le think tank estime, en effet, qu'en portant les dépenses d'investissement à 4 Mds€/an, au lieu de 2 Mds€ actuellement, le gouvernement pourrait soutenir la production d'environ 18 000 unités/an supplémentaires. Le rapport précise qu'une telle politique nécessiterait d'élargir le mandat de l'agence de développement de terrains (« *Land Development Agency* ») pour identifier de nouveaux terrains à bâtir et garantir la coordination à l'échelle nationale.

Pour mémoire, l'ESRI estime qu'en raison de la troisième vague de Covid-19 et l'arrêt des chantiers non-essentiels pendant près de cinq mois, seuls 15 000 logements seraient construits en 2021 contre un besoin structurel évalué à 35 000/an (Figure 3). A cet égard, les chiffres publiés par le CSO ne sont guère encourageants puisqu'ils indiquent une baisse de l'ordre de -20% du nombre de nouveaux logements construits au premier trimestre 2021 par rapport au premier trimestre 2020.

Figure 3 : Nombre de logements construits (2012-20) et prévus (2021-22) vs demande structurelle



Source : ESRI

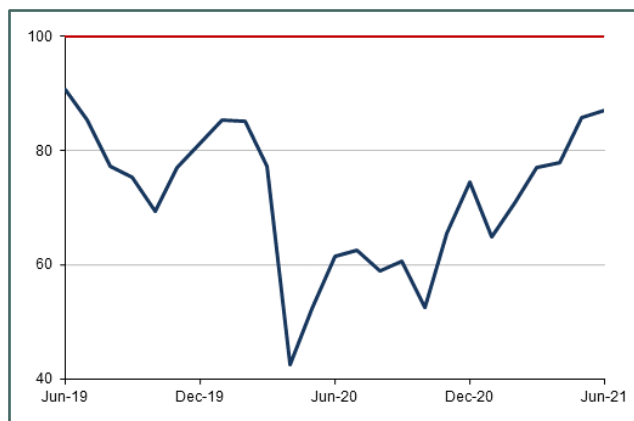
Au total, il ne fait aucun doute que la pandémie exacerbe la crise du logement en Irlande et que l'offre sur le marché est peu susceptible de répondre à la demande avant la prochaine décennie.

4 Consommation

Confiance des consommateurs

Le niveau de confiance exprimé par les consommateurs irlandais et mesuré par le *Consumer Sentiment Index* (indice créé et mis à jour par la banque KBC et l'ESRI) continue d'augmenter pour le cinquième mois consécutif en juin 2021, une première depuis 2007 (Figure 4). Il atteint son plus haut niveau enregistré en 2 ans (+1,4 points à 87,2) et se stabilise au niveau moyen de l'indice observé depuis la création de la série il y a 25 ans (86,8).

Figure 4: Indice de confiance des consommateurs irlandais



Source : KBC & ESRI

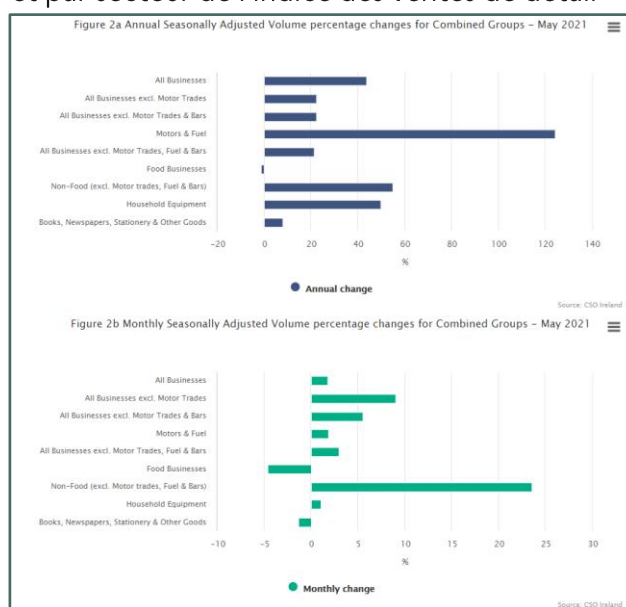
Si le niveau de confiance semble se normaliser à mesure que la vaccination démontre son efficacité, les consommateurs interrogés dans le cadre de cette enquête identifient 5 principaux défis auxquels l'économie irlandaise pourrait être confrontée dans les 3 ans à venir : (i) le nombre insuffisant de logements résidentiels, (ii) l'augmentation rapide du coût de la vie, (iii) le montant élevé de la dette publique, (iv) le risque d'une nouvelle pandémie ou encore (v) les failles du système de santé.

Ventes de détail

Les ventes de détail (en volume), tous secteurs confondus, progressent sensiblement en mai 2021 sous l'effet de la réouverture des commerces non-essentiels, à hauteur de 44% par rapport à mai 2020 (glissement annuel) ou de 1,8% par rapport à avril 2021 (glissement mensuel). Hors automobiles, ce chiffre est moins soutenu et s'élève à 22,6% d'une année sur l'autre (Figure 5). Sur une base annuelle, les commerces qui enregistrent la plus forte reprise sont ceux réalisant des ventes de vêtements, chaussures et textiles (462%), de mobiliers et d'éclairages (195%) et de voitures (139%).

Il convient toutefois de rappeler qu'à cette même période l'année dernière, ces détaillants enregistraient une chute de leurs ventes en raison de la première vague pandémique (d'où l'ampleur du rebond enregistré en mai 2021).

Figure 5: Evolution en glissement annuel (graphique du haut) / mensuel (graphique du bas) et par secteur de l'indice des ventes de détail



Source : CSO

Enfin, la part de ventes de détail en ligne a baissé le mois dernier, passant de 10% en avril 2021 à 6% en mai et se rapprochant ainsi des tendances observées pré-Covid.

Finances publiques

1 Plan de relance économique

Le 28 mai 2021, l'Irlande a soumis son projet de Plan National de Relance et de Résilience (PNRR) à la Commission européenne. Très attendu, celui-ci s'inscrit dans un Plan de Relance Economique plus large, qui ouvre la voie à une nouvelle phase de la gestion de la crise sanitaire. Les mesures annoncées représentent un coût supérieur à 4 Mds€, dont 915 M€ financés par le plan de relance européen « *Next Generation EU* » et 1 Md€ par la Réserve d'ajustement Brexit. La soutenabilité des finances publiques, la création d'emplois et la durabilité des entreprises figurent parmi les priorités affichées du gouvernement.

Un premier paquet de mesures concerne l'extension des aides d'urgence prises par le gouvernement en réponse à la Covid-19. Ainsi, l'EWSS est prolongé jusqu'à la fin de l'année, tandis que le PUP est étendu aux bénéficiaires jusqu'au 7 septembre 2021 mais fermé aux nouveaux entrants, dès le mois de juillet. En complément de ce soutien aux revenus des ménages, les dispositifs d'aide destinés aux entreprises des secteurs les plus exposés sont prolongés (« *Covid-19 Restrictions Support Scheme* », « *Commercial Rates Waiver* », etc.).

Un second ensemble de mesures pour la relance a trait aux projets d'investissement soumis à la Commission européenne dans le cadre du PNRR. Compte-tenu de son faible montant, ce plan sera complété par des investissements nationaux définis dans la stratégie d'aménagement du territoire dite « *Project Ireland 2040* », actuellement en cours de mise à jour.

2 14ème rapport de surveillance post-programme

La Commission européenne a estimé dans son 14^{ème} rapport de surveillance post-programme que les risques entourant la capacité de l'Irlande à assurer le service de sa dette au titre du Mécanisme Européen de Stabilisation Financière (MESF) et de la Facilité Européenne de Stabilisation Financière (FESF) étaient faibles. Toutefois, l'institution européenne souligne que les perspectives budgétaires de l'Irlande dépendent de la reprise économique, à court terme, ainsi que des réformes à venir en matière de fiscalité internationale, à moyen terme. A ce titre, elle continue de recommander aux autorités irlandaises d'élargir les bases d'imposition pour garantir la résilience des finances publiques ou encore de renflouer le fonds de stabilisation « *Rainy Day Fund* » ; ce dernier ayant été utilisé dans son intégralité pour financer les dépenses liées à la pandémie de Covid-19.

LE CHIFFRE DU MOIS

20 MDS€

Dans son rapport récemment publié au titre de l'Article IV, le Fonds Monétaire International (FMI) estime que l'Irlande devrait investir 20 Mds€/an (soit 5% du PIB) sur la décennie à venir dans la transition environnementale afin de répondre à ses objectifs de réduction des émissions carbone. L'institution ajoute qu'un tiers de ces investissements devrait être consacré aux infrastructures dans les domaines de l'approvisionnement énergétique, des transports, de l'eau et des déchets.

Secteur financier et assurances

1 Rapport sur la stabilité financière

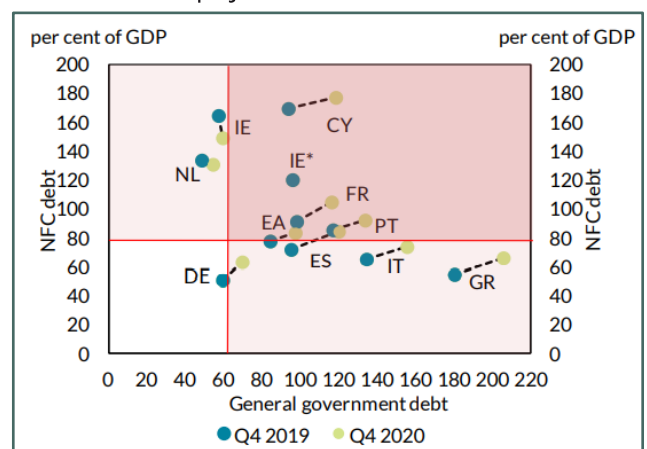
Risques

Dans son dernier rapport semestriel, la Banque Centrale d'Irlande (BCI) identifie la pandémie de Covid-19 comme étant le risque principal pesant sur la stabilité financière du pays, et ce malgré le déploiement de la vaccination. En effet, la reprise économique reste inégale selon les secteurs et des répercussions sont attendues sur la situation financière de certains emprunteurs. A cet égard, si le plein impact de la crise sanitaire demeure incertain tant que le gouvernement continue de soutenir les revenus des ménages et des entreprises, le retrait progressif des mesures est susceptible de causer des pertes qui s'ajouteront aux défis pré-crise que connaissaient les banques irlandaises, en termes de rentabilité notamment. Par ailleurs, étant donné sa petite taille et son ouverture, l'économie irlandaise est particulièrement sensible à la détérioration de la situation financière mondiale, notamment à l'augmentation des niveaux d'endettement public et privé (Figure 6) et des vulnérabilités du secteur financier non-bancaire à travers le monde.

Au-delà de la crise sanitaire, les réformes en cours de discussion en matière de fiscalité internationale exposent les finances publiques de l'Irlande et son modèle économique d'attractivité des investissements directs étrangers (IDE) à plus long terme. Aussi, les changements sur le marché du secteur bancaire irlandais, avec le retrait de deux banques de détail, renforceront les vulnérabilités

structurelles du secteur, à commencer par la concentration des services bancaires. Enfin, le rapport appelle le secteur financier dans son ensemble à déployer des efforts dans l'identification, l'évaluation et la gestion des risques liés au changement climatique.

Figure 6 : Le niveau d'endettement varie selon les secteurs et les pays



Source: BCI

Politiques macroprudentielles

La Banque Centrale Irlandaise (BCI) indique qu'elle n'entend pas relever le taux du coussin de fonds propres contra-cyclique (« *countercyclical capital buffer (CCyB) rate* ») cette année, qu'elle avait pour mémoire baissé de 1% à 0% au début de la crise sanitaire. En pratique, cette décision permettait de réduire les exigences en fonds propres des banques irlandaises afin que celles-ci puissent utiliser les réserves constituées pour absorber les pertes potentielles et maintenir l'offre de crédit en faveur de l'économie réelle. Par ailleurs, l'institution confirme une nouvelle fois qu'elle ne mettra pas en œuvre le coussin de prévention aux risques systémiques (« *systemic risk buffer – SyRB* ») en 2021. Pour rappel, sa mise en place devait initialement avoir lieu en 2020 et vise à renforcer les exigences en fonds propres pour couvrir les risques de long-terme pesant sur la stabilité financière (*supra*).

2 Banques

Dans un communiqué publié le 28 juin 2021, Allied Irish Bank (AIB) a confirmé avoir signé un accord pour le rachat du portefeuille de prêts aux entreprises d'Ulster Bank (4,2 Mds€) en vertu du Memorandum of Understanding du 19 février dernier. Cette décision prévoit également le redéploiement de 280 employés.

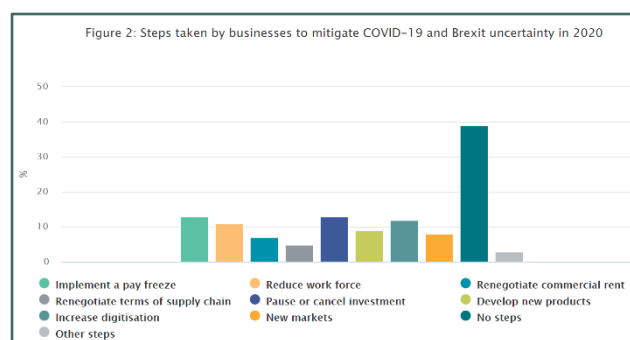
De son côté, le gouvernement a annoncé la mise en vente de ses participations restantes dans le capital de Bank of Ireland (13,9%, soit 675 M€) dans les six prochains mois. Le ministre irlandais des finances a mandaté Citigroup Global Markets pour assurer la vente des actions. L'État restera actionnaire majoritaire d'AIB (71%) et de PTSB (75%).

Entreprises

1 Covid-19

Selon l'enquête du CSO portant sur l'impact de la pandémie de Covid-19 sur les entreprises irlandaises en 2020, 75% des PME interrogées ont enregistré une baisse de leur chiffre d'affaires et ¼ d'entre elles ont subi une baisse de -50% ou plus de leur chiffre d'affaires par rapport à 2019. Plus de la moitié des entreprises ont pris des mesures pour changer leur modèle opérationnel, par exemple pour développer leur présence en ligne (14% des PME) ou réduire leur force de travail (11%). Dans le secteur des technologies de l'information, 79% des employés ont travaillé, soit entièrement, soit partiellement, à distance. Ce chiffre tombe à 46% tous secteurs confondus, 27% dans le commerce de gros et de détail et 8% dans le secteur de l'hébergement et de la restauration. Ce sondage est fondé sur une série de questions transmise à 8 000 entreprises et dont les réponses ont été collectées au premier trimestre 2021.

Figure 7 : Mesures prises par les entreprises pour réduire l'incertitude de la Covid-19 et du Brexit en 2020



Source: CSO

2 Brexit

En parallèle de l'enquête sur la Covid-19 (*supra*), le CSO a interrogé les entreprises irlandaises sur leurs inquiétudes majeures et actions menées en préparation du Brexit en 2020. Ainsi, leurs préoccupations portaient essentiellement sur

l'augmentation des prix en 2021 (42% des PME), les difficultés de transport des marchandises (38%) ou encore la baisse d'activité (21%). Par ailleurs, l'interruption ou l'annulation des décisions d'investir figure parmi les principales réponses fournies quant à la façon dont les entreprises ont appréhendé les incertitudes liées à la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne. 13% des PME disent avoir cherché de nouveaux fournisseurs, tandis que 60% d'entre elles affirment n'avoir entrepris aucune démarche en préparation du Brexit.

3 Environnement

D'après le rapport annuel de Carbon Disclosure Project (CDP), l'organisation internationale à but non lucratif de référence sur le reporting des émissions de gaz à effet de serre, le nombre d'entreprises déclarant leurs émissions a progressé de 52% en Irlande, passant de 31 à 47 sociétés. Parmi les sociétés irlandaises classées « Liste A » figurent AIB, Accenture, Kingspan, ESB, Seagate Technology, Mainstream Renewable Power, Smurfit Kappa, An Post, Ardagh Group et Johnson Controls International.

Tableau des indicateurs mensuels

	juil-20	août-20	sept-20	oct-20	nov-20	déc-20	janv-21	févr-21	mars-21	avr-21	mai-21
Production											
PIB trimestriel à prix constants (Mds€)											
(Référence = 2018)			94,5			90,3			97,4		
<i>Croissance réelle (glissement annuel, g.a.)</i>			8,8%			0,3%			12,8%		
Indice de production industrielle											
(Base 100 = 2015)	105,9	91,6	89	90,7	129,5	123,9	123,4	128,6	126	125,5	
<i>Secteur traditionnel</i>	110,8	108,6	108,8	110,7	108,9	113,6	114,2	112,8	107,7	120,4	
<i>Secteur moderne</i>	105,2	87,2	84,1	84	137,1	129,5	129	137,7	135,3	126,8	
Purchasing Managers Index (PMI)											
<i>Industrie</i>	57,3	52,3	50,0	50,3	52,2	57,2	51,8	52	57,1	60,8	64,1
<i>Services</i>	51,9	52,4	45,8	48,3	45,4	50,1	36,2	41,2	54,6	57,7	62,1
<i>Construction</i>	53,2	44,0	47,0	48,6	53,5	52,3	21,2	27	30,9	49,3	66,4
Compte courant											
Importations de marchandises (Mds€)	8,1	7,1	6,3	7,2	8,7	7,5	7,2	7,2	7,7	8	
Exportations de marchandises (Mds€)	13,1	13,9	13,6	12,3	14,3	13	13,9	13,1	13,2	12,7	
Solde commercial (Mds€)	5	6,8	7,2	5,1	5,6	5,5	6,7	5,9	5,5	4,6	
Balance courante trimestrielle (Mds€)			12,7			7,1				18,4	
<i>Balance courante en % du PIB</i>			12,8%			7,5%				18,4%	
Evolution des prix											
Inflation CPI (glissement mensuel, g.m.)	-0,2%	-0,1%	-0,4%	-0,6%	0,3%	0,3%	0,1%	0,4%	0,8%	0,7%	0,1%
Prix résidentiels à l'achat (g.m.)											
<i>National</i>	0,2%	0,0%	0,2%	0,4%	0,7%	0,7%	0,4%	0,3%	0,5%	0,8%	
<i>Irlande sauf Dublin</i>	0,5%	0,0%	0,4%	0,4%	0,8%	1,0%	0,5%	0,2%	0,2%	0,9%	
<i>Dublin</i>	-0,2%	0,0%	0,1%	0,5%	0,5%	0,5%	0,2%	0,6%	0,9%	0,8%	
Loyers dans le parc privé (g.m.)	0,2%	0,2%	0,4%	-0,5%	0,0%	0,4%	0,3%	0,2%	0,8%	1,2%	
Marché du travail											
Nombre de chômeurs (Milliers)	157,5	170,2	173,4	152,1	149,4	150,4	171,0	181,8	184,5	180,9	174,1
<i>Taux de chômage</i>	6,7%	7,1%	7,1%	6,3%	6,2%	6,3%	7,1%	7,6%	7,7%	7,9%	7,8%
<i>Taux de chômage des jeunes</i>	19,4%	19,4%	19,7%	16,8%	16,8%	16,2%	17,8%	17,7%	16,5%	17,6%	17,3%
Salaire horaire moyen (€)			25,0			25,6			26,3		
<i>Variation du salaire horaire moyen en g.a.</i>			3,6%			5,4%			8,8%		
Consommation et investissement											
Consommation finale privée (variation en g.t.)			21,3%			-2,3%			-5,10%		
Investissement (g.t.)			4,4%			28,7%			-19,50%		
Indice de la vente au détail (variation en g.a.)	8,8%	8,5%	12,0%	7,4%	-4,6%	7,1%	-14,7%	0,8%	12,4%	82,4%	44,0%
<i>Hors automobiles</i>	5,6%	6,8%	9,6%	9,6%	-3,2%	7,1%	-9,9%	-2,9%	0,0%	28,3%	22,6%
<i>Automobiles</i>	14,1%	13,9%	16,9%	3,1%	-10,4%	18,2%	-19,9%	3,3%	36,7%	505,4%	139,2%
Secteur financier											
Encours de dépôt des ménages (g.m.)	1,6%	0,2%	0,6%	1,4%	0,5%	0,8%	1,5%	1,1%	0,7%	1,7%	0,4%
Encours de dépôt total (g.m.)	1,4%	0,1%	1,9%	1,3%	0,9%	2,3%	-0,4%	0,2%	2,3%	1,6%	-0,4%
Encours de crédit aux ménages (g.m.)	0,8%	0,0%	0,3%	0,1%	-1,4%	0,0%	-0,5%	-2,0%	-2,5%	-0,5%	-0,1%
Encours de crédit hypothécaire (g.m.)	1,1%	-0,1%	0,3%	0,1%	-1,6%	0,6%	-0,3%	-2,3%	3,0%	-0,3%	-0,1%
Encours de crédit aux SNF (g.m.)	-2,1%	0,1%	-2,2%	-0,9%	0,3%	-2,0%	-0,6%	0,4%	-0,2%	-0,1%	0,4%
Indice boursier ISEQ (dernier)	6099,6	6434,4	6380,9	6427,7	7184,7	7376,3	7047,3	7341,4	8083,9	8092,9	8310,2
Rendement de l'obligation à 10 ans (dernier)	-0,107	-0,034	-0,139	-0,247	-0,254	-0,304	-0,193	0,106	0,075	0,186	0,216

Tableau des indicateurs annuels

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Production						
PIB annuel à prix courants (Mds€)	262,8	270,8	300,3	326,9	356,0	366,5
<i>Croissance réelle</i>	25,2%	2,0%	9,1%	8,5%	5,6%	3,4%
Indice de production industrielle (Base 2015 = 100)	100,0	101,8	99,5	94,6	97,3	101,4
Valeur ajoutée brute des multinationales (Prix constants/2018 - M€)	102 083	102 661	113 099	131 826	140 903	n/a
<i>En % de la VAB totale</i>	39,7%	39,3%	40,3%	42,8%	43,4%	n/a
Compte courant						
Exportations de marchandises (Mds€)	112,4	119,3	122,7	140,6	152,5	161,9
Importations de marchandises (Mds€)	70,1	74,2	83,0	92,0	91,0	86,8
Solde commercial (Mds€)	42,3	45,1	39,7	48,6	61,5	75,1
Balance courante (% du PIB)	4,4%	-4,2%	0,5%	10,6%	-9,4%	4,6%
Evolution des prix						
Inflation CPI (Moyenne annuelle)	-0,3%	0,0%	0,4%	0,5%	0,9%	-0,3%
<i>Inflation hors énergie</i>	0,6%	0,7%	0,1%	0,1%	1,0%	0,075%
Variation des prix immobiliers (Glissement annuel, g.a.)						
<i>Irlande sauf Dublin</i>	13,2%	9,9%	12,2%	12,0%	4,8%	1,1%
<i>Dublin</i>	10,0%	5,1%	9,5%	8,6%	0,0%	-0,5%
Population						
Population	4 687 800	4 739 600	4 792 500	4 857 000	4 921 500	4 977 400
<i>Variation annuelle</i>	0,9%	1,1%	1,1%	1,3%	1,3%	1,1%
Solde migratoire	-11 600	3 100	19 800	34 000	33 700	28 900
Marché du travail						
Population active	2 170 500	2 195 600	2 220 500	2 410 100	2 471 700	2 445 100
<i>Variation annuelle</i>	0,6%	1,2%	1,1%	8,5%	2,6%	-1,1%
<i>Taux de participation</i>	60,0%	61,9%	62,2%	62,2%	62,7%	61,3%
Nombre de chômeurs	187 500	147 400	132 900	128 800	110 600	468 655
<i>Taux de chômage</i>	8,7%	7,2%	6,1%	5,4%	4,5%	19,4%
Nombre de personnes employées dans le secteur public	327 100	333 100	341 500	347 100	355 700	351 300
<i>En % de l'emploi total</i>	16,5%	16,3%	15,3%	15,2%	15,1%	15,3%
Nombre de personnes employées par les multinationales	189 236	203 483	215 506	231 229	245 096	269 208
<i>En % de l'emploi secteur privé</i>	15,2%	15,6%	15,4%	15,8%	16,1%	18,2%
Salaire annuel moyen	36 457	36 933	37 637	38 871	40 283	n/a
<i>Variation annuelle</i>	1,3%	1,3%	1,9%	3,3%	3,6%	n/a
Revenu disponible brut des ménages (M€)	88 318	93 179	99 271	104 402	n/a	n/a
<i>Variation annuelle</i>	4,6%	5,5%	6,5%	5,1%	n/a	n/a
Salaire horaire minimum (€)	8,65	9,15	9,25	9,55	9,8	10,1

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Consommation et investissement						
Consommation finale privée (g.a.)	3,2%	5,0%	2,4%	2,8%	3,2%	-9,0%
Formation brute de capital fixe (g.a.)	50,2%	50,9%	0,0%	-6,2%	74,8%	-8,5%
Secteur financier						
Encours de dépôt des ménages (g.a.)	3,6%	2,5%	3,7%	4,5%	6,2%	12,7%
Encours de crédit total (g.a.)	-11,7%	-6,2%	0,6%	1,4%	-4,5%	-6,6%
Ménages	-5,1%	-4,1%	1,9%	1,4%	0,7%	-5,5%
Prêts immobiliers	-1,6%	-4,6%	1,6%	1,4%	0,5%	-3,5%
SNF	-22,1%	-9,6%	-2,4%	1,8%	-5,7%	-6,7%
Indice boursier ISEQ (Moyenne annuelle)	6 258,3	6 167,7	6781,4	6557,7	6305,5	6326,5
Gouvernement						
Dépenses publiques (Mds€)	77,1	76,6	78,8	83,4	87,6	104,2
Recettes publiques (Mds€)	71,9	74,7	77,9	83,9	89,1	85,8
Déficit/excédent public (Mds€)	-5,2	-1,9	-0,9	0,4	1,5	-18,4
En % du PIB	-2,0%	-0,7%	-0,3%	0,1%	0,5%	-5,0%
En % du GNI*	-3,2%	-1,1%	-0,5%	0,2%	0,7%	-8,9%
En % des recettes publiques	-7,2%	-2,5%	-1,2%	0,5%	1,7%	-21,4%
Dettes publiques (Mds€)	201,6	200,6	201,2	205,9	204,2	218,2
En % du PIB	76,7%	74,1%	67,0%	63,0%	57,4%	59,5%
En % du GNI*	124,0%	114,8%	108,1%	103,6%	95,6%	105,6%
En % des recettes publiques	284,3%	268,5%	258,3%	251,4%	229,2%	254,3%
Par habitant (*000€)	43 000	42 350	42 000	42 400	41 450	44 531
Politique énergétique						
Consommation finale d'énergie (En % du total) :						
Charbon	2,8%	2,4%	2,1%	2,1%	2,1%	n/a
Tourbe	1,8%	1,7%	1,6%	1,6%	1,5%	n/a
Pétrole	57,3%	57,8%	57,5%	57,3%	56,5%	n/a
Gaz naturel	15,2%	15,4%	15,5%	15,8%	15,9%	n/a
Energies renouvelables	3,5%	3,4%	3,9%	3,8%	3,9%	n/a
Autres (non-renouvelables)	0,4%	0,3%	0,4%	0,4%	0,5%	n/a
Electricité	19,1%	18,9%	19,0%	18,9%	19,7%	n/a
Dépendance de l'approvisionnement aux importations	88%	69%	66%	67%	n/a	n/a

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international